

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 17 mars 2025

Nos réf. : SAU/AV/MT n° 25-136

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAICA PAPER FRANCE

3 cours Baron Thénard - Zone Industrielle « Les Guignons »
10400 NOGENT-SUR-SEINE

Code AIOT : 0005702721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 février 2025 dans l'établissement SAICA PAPER FRANCE implanté 3 cours Baron Thénard - Zone Industrielle « Les Guignons » 10400 NOGENT-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 24 janvier 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la construction de la centrale de valorisation énergétique, l'inspection a réalisé une visite d'inspection (« pré-recolement ») afin de valider certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2023191-0002 du 10 juillet 2023.

Cette visite a également permis d'aborder la gestion de l'eau sur le site ainsi qu'un point d'étape sur l'avancement des actions PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAICA PAPER FRANCE
- 3 cours Baron Thénard - Zone Industrielle « Les Guignons » - 10400 NOGENT-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0005702721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est autorisé, depuis octobre 2004, à exploiter des activités de fabrication de papier pour carton ondulé de faible grammage à partir de balle PCR (Papier Carton Recyclé). Il a été racheté en 2018 par le groupe SAICA PAPER FRANCE. L'exploitant emploie environ 130 personnes.

Géographiquement, le site est implanté sur la commune de NOGENT-SUR-SEINE, dans la zone industrielle des Guignons, le long de la Seine, à 600 m environ au nord-ouest du centre-ville.

Par conséquent, son environnement direct est industriel et urbain.

L'exploitant construit actuellement sur son établissement une chaudière biomasse (refus/bois B) afin de réduire sa consommation d'énergie fossile. Cette nouvelle chaudière a été autorisée en 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	AP Complémentaire du 20/07/2023, article 1.2.5	Sans objet
2	Pollutions Accidentelles	AP Complémentaire du 20/07/2023, article 2.1.1	Sans objet
3	Rejets diffus	AP Complémentaire du 20/07/2023, article 2.1.3	Sans objet
4	Consommation d'eau	AP Complémentaire du 20/07/2023, article 3.1.1	Sans objet
5	Déchets entrants	AP Complémentaire du 20/07/2023, article 4.1.1	Sans objet
6	Niveau acoustiques	AP Complémentaire du 20/07/2023, article 5.1.1	Sans objet
7	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 20/07/2023, article 7.1.3	Sans objet
8	Surveillance environnement	AP Complémentaire du 20/07/2023, article 7.1.4	Sans objet
9	Espèces protégées et milieux naturels	AP Complémentaire du 20/07/2023, article Titre 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité. La construction de la centrale de valorisation énergétique est dans sa dernière étape constructive. L'exploitant va engager, sur les semaines à venir, des tests à « froid » afin de tester le fonctionnement des équipements. Sur la période de avril/mai, l'exploitant lancera les tests à « chaud » correspondant au fonctionnement des équipements avec les combustibles. Un début de mise en service des équipements en mode « pilotage » est prévu début septembre.

L'exploitant indique qu'une caractérisation des déchets issus de la centrale sera à faire afin de déterminer leur valorisation. Dans un premier temps, ils seront éliminés via SUEZ.

Concernant la thématique eau, l'exploitant a présenté 2 axes pour réduire et limiter leur consommation d'eau selon la situation rencontrée (sécheresse et en fonctionnement normal). L'établissement a également engagé diverses démarches pour identifier l'origine des PFAS dans son rejet aqueux et pour réduire leurs émissions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2023, article 1.2.5
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Ce montant est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site, définie à l'article 1.2.6 du présent arrêté.» A la fin de l'article 1.5.3 de l'arrêté du 16 mai 2017 susvisé est inséré l'alinéa suivants : « Avant la mise en service de la centrale de valorisation énergétique, l'exploitant adresse au Préfet : <ul style="list-style-type: none">• le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement• la valeur datée du dernier indice public TP01.
Constats : La centrale de valorisation énergétique n'est pas encore en service. Néanmoins, l'exploitant a engagé les démarches nécessaires afin de vérifier l'indice TP01 et d'actualiser les montants des garanties financières. L'acte de cautionnement correspondant est à transmettre au préfet (copie inspection) une fois établi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Pollutions Accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2023, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollutions Accidentelles
Prescription contrôlée : Après l'article 3.1.2 de l'arrêté de l'arrêté du 16 mai 2017 susvisé, sont insérés les alinéas suivants : « Des dispositifs indiquant la direction du vent sont mis en place à proximité de l'exutoire de la centrale de valorisation énergétique. [...]
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant précise que ce type de dispositifs n'a pas encore été mis en place et qu'il est prévu. Ce point pourra faire l'objet d'un nouveau point de contrôle ultérieurement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets diffus

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2023, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des rejets diffus
Prescription contrôlée : Après l'article 3.2.6 de l'arrêté du 16 mai 2017 susvisé, est inséré l'article suivant : « Article 3.2.7. Prévention des rejets diffus de la centrale de valorisation énergétique L'exploitant met notamment en œuvre les mesures suivantes afin de limiter les émissions diffuses liées à la préparation et au stockage des déchets destinés à la valorisation énergétique : <ul style="list-style-type: none">• fosses de dépotage couvertes pour le déchargement des camions de bois avec aspiration ;• opérations de préparation du bois effectuées dans un bâtiment couvert ;• convoyeurs et équipements (crible, broyeur, etc.) capotés, avec aspiration ;• stockage du bois préparé en silo fermé ;• les rejets des aspirations sont traités par des dépoussiéreurs efficaces avant rejet ;• stockage des cendres en silos fermés et des mâchefers en bennes couvertes (ou tout autre dispositif d'efficacité au moins équivalente en prévention des envols), si ceux-ci sont à l'origine d'émissions diffuses et envols."
Constats : Il a pu être constaté visuellement le jour de la visite les différents ouvrages mentionnés dans la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2023, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, CONSOMMATION D'EAU A USAGE INDUSTRIEL
Prescription contrôlée : A la fin de l'article 4.1.1 de l'arrêté du 16 mai 2017 susvisé sont insérés les éléments suivants : « A compter du 1er juillet 2023, les prélèvements d'eau (hors eau sanitaire, lutte contre un incendie et exercices de secours) répondent aux caractéristiques suivantes : 3 forages en nappe de craie, 1 forage en nappe alluviale de la Seine. Le volume total autorisé en exploitation de démarrage : 2 640 000 m ³ /an Le volume total en exploitation normale : 2 000 000 m ³ /an Débit maximal journalier : 7 300 m ³ /j pour l'ensemble des forages Débit maximal horaire pour les 3 forages en craie : 520 m ³ /h, pour forage en nappe alluviale Seine : 60 m ³ /h * Une augmentation du volume de prélèvement annuel est possible dans le cadre d'une augmentation sensible des volumes de production du site, sans préjudices des niveaux de consommations fixés par l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 susvisé. L'exploitant porte à connaissance du Préfet une telle augmentation avant sa réalisation. A compter du 1er juillet 2023, les prélèvements d'eau autorisés dans le réseau public d'eau potable sont portés à 5 500 m ³ par an.» Après l'article 4.1.1 de l'arrêté du 16 mai 2017 susvisé, est inséré l'alinéa suivant : « L'eau nécessaire au refroidissement de la centrale de valorisation énergétique est utilisée en circuit fermé. »

Constats :

L'exploitant a présenté le jour de la visite ses consommations d'eau :

pour l'année 2023 ; 1 811 657 m³ dont 2 234 m³ d'eau de ville

pour l'année 2024 ; 1 884 593 m³ dont 3 350 m³ d'eau de ville.

Le volume re-circulé pour 2024 est de 587 954 m³ .

Le volume total prélevé et consommé reste inférieur au volume total autorisé.

L'exploitant précise qu'ils ont 2 axes de travail pour limiter et réduire leur consommation.

Le premier est un « plan d'action sécheresse » appliqué en période sécheresse lorsque qu'une zone d'alerte est déclenchée :

- limitation des actions de nettoyage,
- diminution ou arrêt d'arrosage du parc de stockage des balles de matières première qui est équipé de caméra thermique,
- augmentation de la recirculation des eaux traitées mais cela ne peut être que temporaire car l'eau re-circulée se charge d'impuretés ayant un impact sur les caractéristiques du papier et sa qualité.

Le second axe est un plan d'actions piloté par une équipe process avec pour objectif de diminuer la consommation d'eau :

- ✓ identification des fuites et les réparer
- ✓ amélioration des rinçages de process
- ✓ récupération des eaux pluviales
- ✓ étude sur les modifications possibles du process de recirculation afin d'augmenter la recirculation
- ✓ travaille pour réduire les chutes de bobine

L'exploitant précise que des audits externes qui ont eu lieu concluaient qu'il ne ressortait pas de gain important en économie d'eau.

L'exploitant indique également qu'un entretien régulier de la canalisation des eaux re-circulées (de station à la machine) est à mettre en place afin de la détartrer car une quantité de tartre important dans la canalisation peut limiter la circulation.

Il est noté que le ratio pour l'année 2024 est 7,7 m³/t de produit fini. L'objectif groupe est de 7 m³/t.

L'exploitant précise qu'un gros travail est en cours sur le volet PFAS suite à l'arrêté préfectoral complémentaire de 2024 encadrant le plan d'actions relatif aux PFAS.

L'exploitant a de nouveau questionné ses fournisseurs sur la composition des produits utilisés dans le process, qui attestent ne pas ajouter intentionnellement de substances PFAS ni utiliser de produit avec des substances PFAS. L'exploitant demande une attestation au fournisseur pour chaque nouveau produit utilisé.

Des prélèvements sur les matières premières sont programmés pour des analyses PFAS. Des prélèvements au cours du process sont mutualisés avec un autre site également concerné par des PFAS.

Une équipe R&D a été mise en place pour étudier les traitements possibles des PFAS dans les rejets.

Les campagnes de mesures réalisées dans les autres sites ne montrent pas forcément la présence des mêmes PFAS d'un site à l'autre ni d'une campagne à l'autre.

L'exploitant a mis en place son suivi trimestriel sur son rejet.

L'exploitant souligne son inquiétude sur le dispositif de traitement qui pourrait être nécessaire pour le volume d'effluent à traiter (5 000 m³/j). Cela représenterait un coût d'investissement très onéreux.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2023, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets pouvant faire l'objet d'une valorisation énergétique sur le site sont exclusivement des déchets de bois fin de vie non dangereux de catégories 3B ou 3C, au sens du référentiel de l'ADEME à la date du présent arrêté, et des déchets papetiers internes au site.</p> <p>Les déchets dangereux, notamment de bois de catégorie 3D, de bois créosoté ou traité, ne sont pas admis comme combustibles.</p> <p>Toute modification de la nature de ces intrants (présence de nouveaux polluants, admission de bois n'ayant pas le statut de déchet...) est précédé par la fourniture par l'exploitant d'une actualisation de l'étude d'impact du projet de centrale de valorisation énergétique, a minima sur son volet sanitaire.</p> <p>Afin de réduire le risque de combustion accidentelle de bois traité au sein des installations, l'exploitant met notamment en place les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • établissement de cahiers des charges fournisseurs précisant la catégorie des déchets admis ; • recours à des fournisseurs spécialisés dans la collecte de déchets ; • déchets exclusivement issus de centres agréés ; • à chaque livraison, remise de documents garantissant la traçabilité du produit selon les préconisations de l'ADEME ; • à chaque livraison, inspection visuelle du lot par du personnel formé ; <p>Les déchets de bois sont collectés à une distance maximale de 200 km du site. Ils sont notamment originaires de Grand Est, Bourgogne-Franche-Comté, Ile-de-France, Centre-Val-de-Loire et Hauts-de-France.</p> <p>Toute modification de la nature ou de l'origine géographique des déchets admis sur site est préalablement portée à la connaissance du Préfet.</p> <p>Les quantités de déchets reçues sont estimées par pesée sur le pont-basculé du site.</p> <p>Tout déchet non admissible est remis par l'exploitant à son détenteur précédent ou envoyé en exutoire dûment autorisé dans un délai maîtrisé. L'exploitant tient un registre des refus de lots de déchets de bois, mentionnant le détenteur précédent du lot, la date, le motif du refus et l'exutoire choisi en sortie du site.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite le cahier des charges pour l'acceptation de déchets admis. Ce dernier reprend bien les différents types de déchets acceptés, leurs conditions d'acceptation, les quantités acceptées, les matières indésirables, les critères de refus/acceptation avec les analyses, une fiche d'acceptation préalable type à remplir par le fournisseur.</p> <p>Les fournisseurs de déchets bois sont déjà pour partie en partenariat avec l'exploitant pour les matières premières (environ 80 à 90%).</p> <p>Le procédé de centrale de valorisation énergétique est déjà en place sur d'autres sites. De ce fait, les procédures sont dupliquées et adaptées au site de NOGENT-SUR-SEINE. Le contrôle visuel ainsi qu'une pesée (pont bascule à l'entrée du site) sont réalisés et enregistrés.</p> <p>La zone de chalandise est de 200 km et est reprise dans le cahier des charges.</p> <p>L'exploitant prévoit également un portique radio-activité pour tout ce qui est des déchets indésirables. Lors du contrôle visuel et d'humidité, si une quantité de déchets indésirables est en proportion trop importante ou le taux d'humidité NC, la livraison sera refusée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Niveau acoustiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2023, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Prescription contrôlée : A la fin de l'article 7.2.2 de l'arrêté de l'arrêté du 16 mai 2017 susvisé, est inséré l'alinéa suivant : « Le ventilateur principale de la centrale de valorisation énergétique fait l'objet d'un capotage complet ou de tout autre dispositif d'efficacité au moins équivalente en termes de réduction des émissions sonores. »
Constats : Le jour de la visite, il a été constaté sur le terrain que l'ouvrage était équipé d'un silencieux entre le ventilateur et la cheminée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2023, article 7.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Après l'article 10.2.6 de l'arrêté de l'arrêté du 16 mai 2017 susvisé, est inséré l'article suivant : « Article 10.2.7. Surveillance des eaux souterraines Un état initial des eaux souterraines au droit des quatre piézomètres du site, situé sur le plan en annexe 7 est réalisé avant l'acceptation des premiers lots de déchets de bois destinés à la valorisation énergétique sur le site. Il porte sur les métaux lourds (8), hydrocarbures totaux (C10-C40), HAP, BTEX, COHV et PCB, en période de basses et hautes eaux. Un suivi des mêmes paramètres est réalisé à fréquence semestrielle, sur le piézomètre amont et sur au moins deux piézomètres aval."
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant indique que l'état initial du suivi des eaux souterraines n'a pas encore été réalisé car le piézomètre 4 n'a pas pu être réalisé jusqu'à ce jour. En effet, ce piézomètre se situe à l'angle de la base de vie du chantier de la centrale de valorisation énergétique. Toutefois, l'espace s'étant un peu dégagé, l'exploitant s'est engagé à le réaliser très prochainement. La profondeur de création du piézomètre, lors de l'étude, était annoncée à 50 m, profondeur liée à un des piézomètres actuels. Or, l'exploitant demande de réduire la profondeur à 8 m. En effet, cette profondeur de 50 m, est liée au fait que ce piézomètre est directement associé à l'un des forages. Le prestataire précise qu'une profondeur de 50 m correspond davantage à un besoin de pompage qu'à un suivi de nappe, et que, sans besoin de pompage mais uniquement de suivi de nappe, une profondeur de l'ouvrage à 8 m peut convenir pour ce nouveau piézomètre. Après consultation de la demande d'autorisation initiale, l'inspection relève qu'une profondeur de 50 m ne semble pas justifiée au vue de la nappe d'accompagnement de la Seine qui est comprise à une hauteur entre 2.5 m et 4 m. Une profondeur de 8 m à 10 m semble adaptée pour la création du piézomètre 4.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2023, article 7.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale de la CVE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après l'article 10.2.7 de l'arrêté de l'arrêté du 16 mai 2017 susvisé, est inséré l'article suivant :</p> <p>« Article 10.2.8. Surveillance environnementale liée à la centrale de valorisation énergétique</p> <p>Une surveillance dans l'environnement sera réalisée, sur au moins 4 points de mesures (2 points à l'est-nord-est et 1 à l'ouest-sud-ouest compte tenu des vents dominants, ainsi qu'un point témoin au sud-est, reportés en annexe 8) et porte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sur la qualité de l'air ambiant pour les paramètres poussières, NOx, dioxines et métaux ; • sur les sols pour les paramètres dioxines et métaux. <p>Cette surveillance est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> – avant la mise en service de l'installation (point zéro) ; <p>[...]</p> <p>Les mesures sont réalisées dans des conditions de vents dominants représentatives des conditions météorologiques moyennes annuelles.</p> <p>Pendant les campagnes de mesure, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu, à une résolution au moins horaire, sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche. L'exploitant analyse ces données afin de confirmer les statuts de point témoin et de points impactés par les installations.</p> <p>Les modalités de ces contrôles sont formalisées dans un plan de surveillance environnementale (plan et description des différents points de prélèvements et de mesures, modalités de prélèvements, type et fréquence des mesures et analyses...).</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>La surveillance « point zéro » a été réalisée du 30 septembre au 30 octobre 2024. L'exploitant a transmis le rapport de mesure à l'inspection le 24 février 2025. Il a été mesuré les concentrations en NO, NO2, PM10, PM2.5 ainsi que les retombées de poussières et métaux en 4 points différents, dont un point témoin, situés en dehors de l'établissement.</p> <p>Concernant les points de prélèvement du sol, ils ont été réalisés sur les mêmes points mentionnés ci-dessus.</p> <p>Les résultats, pour les différents points de mesure d'air, ne montrent pas d'anomalie pour la qualité de l'air. De plus, les résultats indiquent que les activités autour des différentes stations de mesure n'impactent pas la qualité de l'air au niveau des retombées atmosphériques, notamment des métaux.</p> <p>Pour les résultats de mesures de sol, une grande majorité des résultats obtenus sur les différents emplacements sont dans la gamme de valeurs couramment observées dans les sols « ordinaires » de toutes granulométries. Il est observé que 5 métaux sur 11 recherchés apparaissent dans la gamme de valeurs observées dans le cas d'anomalies naturelles modérées (Cd, Cu, Pb, Zn et Hg) pour le point 2.</p> <p>Il est également noté la présence de cadmium sur les points 1 et 3 et la présence de plomb sur le point 3 dans cette même gamme. Pour le point 4, tous les résultats des métaux sont dans la gamme de valeurs couramment observées dans les sols « ordinaires » de toutes granulométries.</p> <p>Pour les dioxines / furanes (PCDD/Fs), n'ayant pas de valeurs guides sur laquelle s'appuyer pour comparer les résultats, le bureau d'étude mentionne qu'il faut attendre la réalisation de la seconde campagne, après la mise en place de la centrale de valorisation énergétique pour observer l'éventuelle évolution des résultats et l'impact que cette dernière peut avoir sur la qualité des sols.</p> <p>Concernant les modalités des contrôles à réaliser, elles sont formalisées sous différents documents.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2023, article Titre 8
Thème(s) : Autre, Mesures ERC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Entre le titre X et le titre XI de l'arrêté de l'arrêté du 16 mai 2017 susvisé, est inséré le titre suivant : « TITRE X bis - Préservation des espèces protégées et milieux naturels</p> <p>Article 10 bis.1. Mesures ERC</p> <p>De manière à protéger les intérêts visés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Mesures d'évitement :<ul style="list-style-type: none">• conservation du transformateur et de sa fonctionnalité de gîte à chiroptères pendant toute la durée de l'exploitation du site, y compris les travaux de construction liés à la centrale de valorisation énergétique.• conservation de la ripisylve et des boisements présents le long de la Noue des Nageoires pendant toute la durée de l'exploitation du site, y compris les travaux de construction liés à la centrale de valorisation énergétique.• Mesures de réduction :<ul style="list-style-type: none">• adaptation des travaux de construction liés à la centrale de valorisation énergétique : interdiction des travaux de nuit en extérieur, sauf cas exceptionnel le justifiant ; démarrage des travaux entre septembre et février compris ;• réduction du risque d'importation et de dissémination de plantes invasives lors des travaux de construction liés à la centrale de valorisation énergétique : nettoyage des roues et chenilles des engins avant arrivée sur le site ; enfouissement des terres susceptibles d'être contaminées par des rhizomes de plantes invasives sous au moins 5 m de remblais sains ; absence d'utilisation de ces terres hors du site ; arrachages des nouvelles stations (lorsque possible, en fonction de l'espèce) ; évitement par les engins des stations dont l'arrachage n'a pas été possible, ou nettoyage des roues et chenilles d'engins en sortie de ces secteurs ;• limitation des éclairages nocturnes au strict nécessaire, réalisé par des éclairages dirigés vers le sol, des lampes < 60 °C, un éclairage < 5 lux ; Évitement de tout éclairage visant la noue ou la marre en marge du site.• Mesures de compensation :<ul style="list-style-type: none">• afin de compenser la destruction nécessaire de de deux habitats caractéristiques de zone humide (Formation de Phalaris arundinacea anthropisée), il est créé, avant tout impact sur ces deux habitats, une nouvelle dépression humide d'une surface d'au moins 221 m² et d'au plus 15 cm de profondeur, en limite Nord-Ouest du site. Cette dépression est maintenue favorable aux amphibiens et batraciens pendant toute la durée de l'exploitation du site, y compris les travaux de construction liés à la centrale de valorisation énergétique.• Mesures de suivi :<ul style="list-style-type: none">• suivi du chantier de construction liés à la centrale de valorisation énergétique par un écologue, comprenant la formation du personnel intervenant aux enjeux présents et la vérification des travaux et aménagements prévus ci-avant. Formalisation d'un rapport de suivi en fin de chantier. <p>Celles de ces prescriptions qui concernent des travaux effectués par des entreprises extérieures sont à faire apparaître dans le cahier des charges destiné à ces entreprises.</p>

Constats :

La conservation du transformateur a bien été faite. La ripisylve qui est en dehors du périmètre de l'ICPE a été maintenue et n'a pas eu d'impact.

Afin de réduire le risque d'importation d'espèces exotiques envahissantes, l'exploitant avait mis en place des « pédiluves » pour camion permettant le lavage de roues. Il est noté qu'il y a eu une campagne d'arrachage de Buddleia de David (arbre à papillons) sur le site.

La dépression humide a été bien créée.

Concernant le suivi des mesures, un écologue a réalisé 2 visites durant les travaux, une visite reste à faire. Chaque visite donne lieu à un rapport.

Type de suites proposées : Sans suite